

**Convention collective**

**IDCC : 9871. – EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLY CULTURE,  
ÉLEVAGE, CULTURES SPÉCIALISÉES,  
ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET FORESTIERS,  
ARBORICULTURE ET CUMA  
(Haute-Vienne)  
(18 février 1965)**

(Étendue par arrêté du 5 novembre 1965,  
*Journal officiel* du 17 décembre 1965)

**AVENANT N° 157 DU 5 AVRIL 2018**

NOR : AGRS1897214M

IDCC : 9871

Entre :

Fédération départementale des syndicats des exploitants agricoles de la Haute-Vienne FDSEA ;  
Fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole de la Haute-Vienne ;  
FDCUMA 87,

D'une part, et

Section départementale du syndicat national des cadres d'entreprises agricoles SNCEA CFE-  
CGC de la Haute-Vienne ;

Syndicat USRAF CGT du Limousin ;

Syndicat FGTA FO de la Haute-Vienne ;

Syndicat général agroalimentaire CFDT du Limousin ;

Fédération CFTC-Agri Nouvelle Aquitaine,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 30 de la convention collective de travail du 18 février 1965 concernant les exploitations agricoles de polyculture, d'élevage, de cultures spécialisées, les entreprises de travaux agricoles et forestiers, d'arboriculture et les coopératives d'utilisation de matériel agricole de la Haute-Vienne est modifié et complété comme suit :

- 5 jours par année civile en cas d'hospitalisation d'un enfant jusqu'à 16 ans ;
- 3 jours par année civile en cas de maladie d'un enfant jusqu'à 16 ans.

**Article 2**

Les congés pour hospitalisation ou maladie d'un enfant sont accordés sur production d'un justificatif (bulletin d'hospitalisation, certificat médical notamment).

### **Article 3**

Le présent avenant dont les parties signataires demandent l'extension, prendra effet au 1<sup>er</sup> juin 2018.

### **Article 4**

Chacune des organisations signataires recevra un exemplaire du présent avenant et deux exemplaires seront déposés à madame la directrice régionale des entreprises de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Nouvelle-Aquitaine, unité départementale de la Haute-Vienne, accès au droit et dialogue social, 2, allée Saint-Alexis, BP 13203, 87032 Limoges Cedex.

Fait à Limoges, le 5 avril 2018.

(Suivent les signatures.)